La rhétorique des discours sur l'indépendance : l'argumentation historique

Georges-A. Legault

Volume 7, numéro 1, avril 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/203135ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/203135ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société de philosophie du Québec

ISSN

0316-2923 (imprimé)

1492-1391 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Legault, G.-A. (1980). La rhétorique des discours sur l'indépendance : l'argumentation historique. *Philosophiques*, 7(1), 101–130.
<https://doi.org/10.7202/203135ar>

INTERVENTION

LA RHÉTORIQUE DES DISCOURS SUR L'INDÉPENDANCE : L'ARGUMENTATION HISTORIQUE

par Georges-A. Legault

Quand nous qualifions un texte ou un discours de « rhétorique », qu'avons-nous exprimé ? Pour certains, la rhétorique est synonyme d'une « technique de la mise en œuvre des moyens d'expressions¹ », technique de manipulation qui fait fi de la vérité et de la réalité. C'est pourquoi nous retrouvons souvent accolés au terme de rhétorique les adjectifs « sonore », « trompeur » ou « creux »². Si le terme de rhétorique n'avait que cette signification, cela supposerait que l'homme ne peut prendre de décisions que d'après l'étude objective des faits. La vérité scientifique entraînerait immédiatement la volonté d'agir en un seul sens. Il n'y aurait pas des solutions possibles et une solution préférable pour certaines raisons, mais une seule solution vraie.

La logique de la décision n'a pas ce caractère « logique », car dans l'explication d'une décision apparaissent les valeurs et l'évaluation des soi-disant faits. Toute justification d'une décision met en opération le choix des données, l'importance accordée à tel ou tel fait (ponctuation des faits et des séquences de faits), et le choix des valeurs. C'est pourquoi les discours qui présentent et justifient une solution, bien qu'ils puissent avoir l'apparence de discours vrais, ne font qu'élaborer une argumentation justifiant un possible et un jugement sur le préférable.

Perçue ainsi, la rhétorique n'est pas l'exception mais la règle de tout discours dont l'objet est une décision. Les

1. *Dictionnaire de la langue française*, Petit Robert, 1978.

2. Document de travail, Parti Libéral du Québec, *Choisir le Québec ET le Canada*, février 1979, page 71. Dorénavant ce texte sera désigné par Document de travail et l'abréviation D.T., alors que le Livre blanc, Gouvernement du Québec, Conseil exécutif, *La nouvelle entente Québec-Canada* 1979, sera désigné par Livre blanc et l'abréviation L.B.

discours sur l'indépendance du Québec, quoi qu'en pensent leurs auteurs, s'inscrivent dans cette rhétorique. Chaque parti vise, par la force de ses arguments rhétoriques, à convaincre les gens de la supériorité de la solution qu'il propose au problème canadien.

Nous pouvons analyser la rhétorique d'un texte en montrant quels sont les principaux arguments et procédés utilisés par les auteurs. Par exemple, il s'agit de faire voir à quels endroits du texte l'auteur recourt aux arguments d'identité, de transitivité, d'incompatibilité, de réciprocité, de dépassement. Les travaux de Ch. Perelman et de L. Olbrechts-Tyteca³ peuvent constituer dès lors la grille d'analyse pour l'étude de la rhétorique. Cependant, l'énumération des arguments de la rhétorique sur l'indépendance du Québec ne saurait rendre compte de plusieurs aspects de cette rhétorique. En effet, toute rhétorique s'inscrit dans un moment historique déterminé et elle s'adresse, comme tout acte de communication, à un auditoire particulier. Même si on admet l'existence d'un auditoire universel, comme le font Ch. Perelman et L. Olbrechts-Tyteca, cet auditoire demeure soumis au moment de l'histoire où apparaît le discours. Ainsi, le rapport arguments-auditoire est omniprésent dans tout discours et ne peut être perçu dans la simple énumération des arguments. De plus, les arguments utilisés dans un texte forment une unité rhétorique dénommée l'argumentation. Là encore, l'énumération des arguments est insuffisante, car l'argumentation n'est pas seulement régie par des techniques formelles. Se joint à celles-ci l'objet même du discours, qui impose ses limites et gouverne l'argumentation. Enfin, l'énumération des arguments de la rhétorique ne permet pas de faire voir l'aspect dynamique des discours, leur interaction. En effet, les discours ne sont pas parallèles. Chaque discours s'inscrit dans la dynamique des autres discours sur l'indépendance. Ainsi, le Livre blanc intitulé : *La nouvelle entente Québec-Canada* tient compte des discours antérieurs des fédéralistes. Or, cette dynamique des discours a une influence sur la rhétorique des discours postérieurs. L'analyse de la rhétorique des discours sur l'indé-

3. Ch. Perelman et L. Olbrechts-Tyteca, *Traité de l'argumentation, la nouvelle rhétorique*, Bruxelles, Éditions de l'Institut de Sociologie, 1970.

pendance doit donc, si elle se veut plus complète que l'énumération des arguments, tenir compte d'un aspect statique, le cadre général de l'argumentation tel que déterminé par l'indépendance du Québec, et d'un aspect dynamique, l'interaction des discours.

Dans la période préréférendaire, l'auditoire que nous formons tous se voit présenter différents discours qui proposent des *solutions*, qu'il s'agisse de souveraineté-association, de fédéralisme renouvelé ou de troisième voie. L'argumentation est ici déterminée par ce premier axe, la solution. Cependant, cet axe appelle un complément, celui du problème, du problème canadien. Ainsi, le couple problème canadien — solution constitue les éléments centraux autour desquels s'unifient les arguments. Dans la mesure où on accorde plus d'importance à un axe, par exemple la solution, l'analyse du second axe sera plus faible. À la limite, on peut imaginer un discours portant sur l'axe du problème canadien, qui laisserait dans l'ombre celui de la solution.

Le cadre général de l'argumentation sur l'indépendance du Québec ne se réduit pas à ces seuls axes. En effet, le problème canadien, c'est celui du fédéralisme. Ainsi, l'argumentation sur le problème canadien regroupe, d'une part, les arguments qui déterminent les causes du problème (jugement de fait) et, d'autre part, ceux qui permettent de faire le bilan du fédéralisme canadien (jugement de valeur).

Le cadre général de l'argumentation sur l'indépendance du Québec se résume ainsi : deux grands axes, le problème canadien et la solution, le premier regroupant deux aspects, celui des causes du problème, et l'autre le bilan du fédéralisme. Cependant, comme nous l'avons indiqué, l'objet du discours, s'il détermine l'argumentation, se joint aux techniques argumentatives. C'est pourquoi au niveau du cadre général de l'argumentation, nous pouvons discerner deux grandes orientations qui correspondent aux deux grandes techniques argumentatives analysées par Ch. Perelman et L. Olbrechts-Tyteca, soit l'argumentation quasi logique et l'argumentation basée sur la structure du réel. En effet, toute solution présentée est susceptible d'être critiquée selon le point

de vue des conséquences possibles qu'entraînerait cette solution, ou selon le point de vue de la cohérence, cohérence de la solution avec le problème posé. Dans le premier cas, on tente de montrer que la solution, même si elle est cohérente avec le problème posé, n'est pas à retenir, puisque les conséquences pratiques seront plus désavantageuses que le problème à résoudre. Dans le second cas, on tente de montrer que la solution ne correspond pas au problème posé, qu'elle n'est pas la solution pour résoudre le problème, ou bien que ce n'est pas le problème qu'il faut résoudre. En critiquant ainsi la manière de poser le problème, on utilise le critère de cohérence entre la solution et le problème afin d'invalider la solution.

Dans les pages qui suivent, nous nous proposons d'analyser uniquement l'argumentation historique de la rhétorique sur l'indépendance du Québec. Or, cette argumentation s'inscrit dans l'axe du problème canadien. En effet, on fait appel à l'histoire soit pour déterminer les causes du problème, soit pour faire un bilan du fédéralisme canadien. Puisque les discours analysés accordent une plus grande importance à la solution, l'argumentation historique est utilisée pour montrer le problème canadien afin d'assurer une cohérence entre le problème ainsi posé et la solution proposée. L'argumentation historique prépare ainsi la position du problème et préfigure la solution.

Nous nous sommes limité, pour les fins de notre analyse, à l'argumentation historique du Livre blanc, *La nouvelle entente Québec-Canada*, et du Document de travail du parti libéral du Québec, *Choisir le Québec ET le Canada*⁴ afin de montrer comment leurs argumentations historiques s'inscrivent dans ce cadre général de l'argumentation et comment, en comparant

4. Il ne faut pas confondre le Document de travail, *Choisir le Québec ET le Canada*, avec celui de la Commission constitutionnelle du Parti libéral du Québec, *Une nouvelle fédération canadienne*, 1980, désignée par certains comme le Livre beige de M. Claude Ryan. Précisons que l'analyse de l'argumentation historique dans ce dernier document aurait été quasi impossible, puisque les considérations autres que celles sur la solution du problème canadien se trouvent uniquement dans l'avant-propos (p. 9-17). Or cet avant-propos, intitulé « Le défi canadien hier et aujourd'hui » présente la structure suivante : une introduction (p. 9-10) et deux sections, section 1.- « L'expérience canadienne » (p. 10-13), section 2.- « L'heure de la révision » (p. 13-17). Évidemment l'introduction vise le Livre blanc, *Une nouvelle entente Québec-Canada*, car ce texte obéit à la dynamique des discours et elle oppose à la « vision pessimiste » du Parti québécois la « vision fermement ouverte » du Parti libéral. La première section, « L'expérience canadienne », reprend en bref le bilan positif du chapitre 2 de *Choisir le Québec ET le Canada*. La

leurs positions, nous pouvons reconnaître certains phénomènes rhétoriques dus à la dynamique des discours. Sans prétendre à une étude exhaustive, nous nous proposons de souligner certaines fonctions de la rhétorique de ces discours. Nous utilisons ici l'expression « fonctions de la rhétorique » pour désigner l'aspect dynamique des discours, le rôle de la rhétorique dans l'interaction des discours et pour distinguer ces fonctions de celles, plus statiques, des arguments. L'énumération des arguments rend compte uniquement des fonctions des arguments et ne peut montrer pourquoi tel argument a été utilisé ou quel en sera l'effet possible sur l'auditoire. Puisque l'élaboration d'un discours et sa réception s'inscrivent dans l'horizon des discours précédents, certains facteurs déterminent alors la fonction attribuée à un argument. Ainsi, les arguments du discours peuvent accomplir les fonctions suivantes : la neutralisation des argumentations adverses, le renversement d'une argumentation, la ponctuation des faits et la correspondance du discours à l'auditoire.

Les discours, en s'opposant, cherchent à neutraliser certaines argumentations adverses. Pour accomplir cette tâche de neutralisation des argumentations, les discours utilisent deux éléments de la rhétorique, soit la sélection des données à présenter⁵ et l'association ainsi que la dissociation des notions⁶. La neutralisation des argumentations apparaît plutôt comme un effet du discours sur l'auditoire qu'une stratégie consciente de la part de l'émetteur. C'est pourquoi on ne peut réduire la fonction de neutralisation à un acte conscient, à une intention consciente de l'émetteur au moment de l'élaboration de son discours.

Puisqu'aucun discours ne peut embrasser toute la réalité, il faut donc choisir un certain nombre de faits. Les faits

deuxième section, « L'heure de la révision », vise le renversement de l'argumentation du Livre blanc concernant l'impossibilité de renouveler le fédéralisme, comme le démontrent, selon le Livre blanc, les échecs successifs de la révision constitutionnelle. Les faits historiques retenus sont alors ceux relatifs à la révision constitutionnelle depuis la Révolution tranquille. Dans ce document, ni le problème canadien ni les causes de ce problème ne sont précisés.

5. Ch. Perelman et L. Olbrechts-Tyteca, *Traité de l'argumentation, la Nouvelle rhétorique*, Bruxelles, Éditions de l'Institut de Sociologie, 1970, p. 154.

6. *Ibid.*, p. 550.

présentés sont donc automatiquement considérés comme essentiels au débat, et ceux qui demeurent dans l'oubli sont considérés comme accessoires à l'analyse. Ainsi, en oubliant de mentionner certains faits, on minimise leur importance dans le débat. Par contre, le discours adverse pourra puiser dans ces oublis certains faits qu'il jugera déterminants. Déjà le choix des données a une conséquence en regard de l'argumentation adverse, mais il y en a encore une autre façon de neutraliser l'argumentation. En associant certains faits sous une catégorie, on donne à ces faits ainsi réunis une force argumentative. Par contre, on peut traiter des mêmes faits mais sous des catégories différentes. Par cette opération de dissociation, on neutralise la force argumentative de l'association tout en affermissant sa propre position.

La sélection des données et l'organisation des données par l'association et la dissociation des notions constituent donc une partie de la rhétorique, et elle se réalisent en tenant compte des discours antérieurs. De plus, la manière de présenter un fait ou une donnée peut être choisie en vue de répondre d'avance à une critique possible. Dans ce cas, on adopte une attitude défensive, on cherche à renverser l'argumentation de la partie adverse. Le renversement, comme la neutralisation, vise une réaction spécifique de l'auditoire face au discours adverse. Le renversement est donc nécessairement une fonction qui exige de l'émetteur la conscience d'utiliser des arguments dans le sens de la fonction. Cependant, il ne faut pas confondre le renversement avec la neutralisation consciente d'une argumentation. Dans le renversement, il s'agit d'une réplique à une critique ou d'une réplique à une argumentation précise du discours adverse. Lors du renversement, l'émetteur se doit de présenter l'élément auquel il réplique, et ceci soit par des citations ou des résumés de la thèse adverse, soit par simple allusion à des critiques hypothétiques éventuelles, avant de procéder à sa réfutation.

Si les fonctions de neutralisation et de renversement déterminent le rôle de la sélection des données et de l'organisation des données par l'association et la dissociation

des notions, celle de la ponctuation des faits⁷ se rapporte à l'évaluation d'un fait ou d'une séquence de faits qui peuvent être interprétés différemment. Prenons l'exemple d'un contenu qui occupe la moitié du volume total de son contenant. Il existe deux manières de ponctuer ce fait : le contenant est mi-vidé, le contenant est mi-plein. En choisissant de ponctuer ce fait d'une façon ou d'une autre, on obtient un effet différent puisque dans chaque cas on insiste sur une caractéristique pour décrire le tout en cachant l'autre partie du phénomène. Dans un cas, c'est le plein qui est présent, dans l'autre, c'est le vide.

La ponctuation d'un fait ou d'une séquence de faits se distingue de la neutralisation d'une argumentation, car elle présente une manière d'interpréter un fait ou une séquence de faits. Ainsi, deux discours d'un même émetteur peuvent remplir les mêmes fonctions de neutralisation et de renversement et se distinguer par la ponctuation d'un fait ou d'une séquence de faits. Au niveau de la neutralisation d'une argumentation, il s'agit de sélectionner les faits, ce qui a pour effet de réduire la portée du discours adverse. Mais au niveau de la ponctuation des faits, il s'agit de présenter une interprétation de ce fait ou de cette séquence de faits, une vision des choses. La ponctuation différente d'un fait ou d'une séquence de faits met l'auditoire face à une alternative. Les fonctions de neutralisation et de renversement peuvent le conduire à faire un choix. Cependant, sa préférence pour une partie de l'alternative peut être acquise avant le discours.

Les fonctions précédentes, soit la neutralisation de l'argumentation adverse, le renversement, la ponctuation de faits sont interdiscursives. Elles sont utilisées à l'intérieur du cadre général de l'argumentation et elles tiennent compte des autres discours. Cependant, ces fonctions ne sont pas les seules à déterminer le discours. La rhétorique sur l'indépendance tient compte aussi des valeurs proposées par le locuteur et/ou partagées par l'auditoire. C'est ainsi qu'apparaîtra le rôle des valeurs spécifiques dans le discours et des effets de celles-ci sur la psychologie des auditeurs. De plus, l'argumentation sur

7. P. Watzlawick, P. Helmick-Beavin, D. Jackson, *La logique de la communication*, Paris, Seuil, 1972, p. 52.

l'indépendance, parce qu'elle s'inscrit dans la sphère de l'interdépendance, devra tenir compte de l'auditoire international.

Usant de cette grille d'analyse que nous avons brièvement esquissée, nous allons examiner les argumentations historiques qui, dans le Livre blanc et dans le Document de travail, présentent les causes du problème canadien. Plus précisément, nous allons voir de quelle façon chaque document utilise l'argumentation historique, en justifiant son recours à l'histoire, en sélectionnant certains faits historiques et en décrivant les faits historiques de la Confédération et de la Révolution tranquille.

1. Le recours à l'argumentation historique

Le Livre blanc et le Document de travail non seulement utilisent l'argumentation historique, mais ils fournissent aussi aux lecteurs une justification de leur démarche. Or, cette justification permet de saisir la raison de la sélection des faits historiques et de leur mode d'exposition. L'analyse de cette justification devrait montrer les principales fonctions de l'argumentation historique des deux documents et vérifier l'interaction des deux discours.

Les deuxième et troisième phrases du premier chapitre du Livre blanc nous disent :

Mais l'histoire enseigne que, si les démarches varient, toutes sont néanmoins le résultat d'une prise de conscience collective, d'une volonté de fidélité et d'un désir d'ouverture au monde. Or, l'examen de notre passé nous révélera, — s'il est nécessaire, — que le cheminement des Québécois, malgré tout ce qu'il a d'original, n'échappe pas aux grandes lois qui ont présidé, au cours des âges, à l'accession des peuples à la souveraineté nationale (L.B. p. 3).

L'argumentation historique suit ainsi le modèle théorie-application. Alors que la première phrase nous indique ce que « l'histoire enseigne », c'est-à-dire « les grandes lois qui ont présidé », la deuxième phrase nous indique qu'on procédera à montrer comment « le cheminement des Québécois » s'inscrit dans ces lois théoriques. C'est ainsi que l'ensemble des faits

rapportés dans ce premier chapitre devront « révéler » comment on s'inscrit dans ce mouvement de l'histoire.

En reconnaissant à l'histoire certaines lois (l'histoire enseigne), le Livre blanc trace déjà le cadre particulier de son argumentation. Bien que les fonctions de ce discours soient conjointes et simultanées, nous pouvons dégager certaines particularités, certains aspects de la relation histoire-lois.

En effet, les lois de l'histoire permettent de donner à l'action concrète un sens d'irréversibilité qui s'approche du déterminisme. Le cheminement vers l'indépendance du Québec est irréversible. En accentuant son caractère inévitable, on diminue ainsi une partie de l'angoisse de la décision de l'auditoire. Il faut noter que le Livre blanc ne mentionne pas explicitement ce thème de l'irréversibilité comme l'a fait *Option-Québec*⁸.

La deuxième fonction rhétorique des lois de l'histoire, la fonction la plus manifeste dans le Livre blanc, consiste à passer, en une première phase, de la norme au normal puis, en une seconde phase, du normal à la norme. Puisqu'il existe des lois de l'histoire, toute action qui suit ces lois ou normes sera considérée comme normale. En ce sens, l'indépendance du Québec est normale. Le recours aux précédents dans l'histoire des nations vient ainsi appuyer la thèse du normal.

Cette argumentation vise aussi à diminuer l'angoisse des auditeurs face à un choix qui, selon l'argumentation adverse, apparaît comme une exception. En effet, pour l'auditoire, le fédéralisme est un fait, c'est du domaine du normal, alors que sortir du fédéralisme apparaît comme l'exception, l'aventure. En montrant par les lois de l'histoire et les précédents que l'indépendance est normale, on cherche à neutraliser l'effet psychologique de l'argumentation adverse ou à diminuer la résistance psychologique des individus face au changement (sécurité-insécurité).

Le précédent historique, lorsqu'il est utilisé à l'intérieur même de l'histoire d'un peuple ou d'une nation, possède alors un effet de renversement. Le normal n'est plus considéré alors

8. René Lévesque, *Option Québec*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1968. Préface.

en relation avec la norme mais avec l'anormal. On retrouve cet argument dans le passage suivant du Livre blanc. De la norme historique à laquelle on ajoute un précédent, le cas des États-Unis d'Amérique, on conclut au normal. « Tôt ou tard, cette société eût secoué le joug colonial et acquis son indépendance, comme ce fut le cas, en 1776, pour les États-Unis d'Amérique » (L.B. p. 3). Cependant, ce normal ne se produisit pas, car il y eut un phénomène anormal.

Mais le sort des armes la plaça, en 1763, sous la tutelle britannique. Privés de leurs dirigeants, dont un grand nombre avait dû rentrer en France, soumis à de nouveaux maîtres parlant une autre langue, écartés des charges publiques par la Proclamation Royale de 1763, nos ancêtres, sans influence comme sans capitaux, et de surcroît régis par le droit anglais, virent toute la structure commerciale et industrielle qu'ils avaient édifiée passer graduellement aux mains des marchands anglais (L.B. p. 3-4).

Pour la suite de l'histoire, le fédéralisme conserve, dès lors, ce caractère anormal issu de la Conquête. L'indépendance du Québec est normale et le fédéralisme, anormal.

La deuxième phase, le passage du normal à la norme, s'effectue principalement au niveau du troisième chapitre intitulé *L'impasse du fédéralisme*. L'introduction est explicite. « Selon le gouvernement du Québec, l'histoire récente prouve l'impossibilité de renouveler le fédéralisme canadien, de façon qu'il réponde à la fois aux besoins du Québec et à ceux du Canada » (L.B. p. 35). Le développement montre que les échecs répétés sont normaux, puisqu'ils s'expliquent par l'opposition de besoins normaux. « C'est cette formule, qui satisfera à la fois le besoin d'autonomie du Québec et le besoin, tout aussi normal, de cohésion du Canada anglais, qu'entend maintenant proposer le gouvernement du Québec » (L.B. p. 47). Les faits historiques permettent dès lors de passer de la normalité des échecs à la loi de l'impossibilité de renouveler le fédéralisme (norme).

Tout en assumant ces fonctions, l'argument des lois historiques privilégie aussi un aspect de l'histoire, la continuité, la permanence vis-à-vis des changements. L'argument de continuité se développe en deux moments, celui des faits

négatifs, des difficultés et celui des valeurs. Ces deux moments sont étroitement reliés, car les faits négatifs soulignent la résistance et l'affirmation des valeurs. Ainsi, les faits historiques non seulement décrivent une réalité sociologique à un moment de l'histoire, mais encore posent cette réalité comme une valeur historiquement acceptée, préservée et à préserver. L'histoire enseigne, nous dit le Livre blanc, que les voies qui assurent la maîtrise du destin d'un peuple varient, mais que l'accession à la souveraineté nationale résulte toujours « d'une prise de conscience collective, d'une volonté de fidélité et d'un désir d'ouverture au monde » (L.B. p. 3). La conscience collective n'est pas seulement un fait, mais aussi une valeur ; la prise de conscience non seulement permet de distinguer les « nous » des « autres », mais valorise ce « nous ». Cet aspect est renforcé par la volonté de fidélité (valeur), fidélité à ce qui nous distingue des autres et affirmation de cette valeur dans l'ouverture au monde.

Pour poser la continuité des valeurs à travers l'histoire, valeurs du groupe, phénomène subjectif, le Livre blanc utilise, comme forme de présentation, l'analogie peuple-individu. Ainsi, la première phrase du premier chapitre affirme : « Les peuples, comme les individus, possèdent un génie propre et évoluent dans des conditions particulières ; c'est pourquoi ils ne parviennent pas tous à la maîtrise de leur destin par les mêmes voies » (L.B. p. 3). Grâce à cette analogie, l'histoire des peuples pourra s'articuler selon l'histoire des individus, la continuité historique du moi, le génie des individus, la prise de conscience des individus, la volonté de fidélité et enfin le désir. Le comportement des peuples pourra être ainsi person-nifié à travers les différentes périodes de l'histoire.

Ses luttes, ses succès et ses épreuves lui avaient donné conscience de son destin collectif, et c'est avec quelque impatience, dès lors, qu'elle supportait le lien colonial (L.B. p. 3).

Devant cette défaite, les francophones optèrent spontanément pour la fidélité (L.B. p. 4).

Dès 1763, désireux de s'affirmer, nos ancêtres entreprirent de résister (L.B. p. 4).

L'aspect volonté est apparent non seulement dans les actions, mais aussi dans les intentions des groupes et leurs motifs d'action. On cherchera donc les motifs des groupes. Ainsi au sujet de la Confédération, le Livre blanc précise :

Pour dégager l'essentiel, il faut revenir au point de départ de la Confédération, dans les années 1860, et aux motifs pour lesquels on a finalement opté, au Canada, pour un régime fédéral plutôt que pour le régime unitaire que d'aucuns proposaient (L.B. p. 15-16).

L'argument de la continuité des valeurs à travers l'histoire vise le caractère émotif, l'attachement individuel aux valeurs et l'attachement aux valeurs collectives du groupe. En plus, il prépare l'argumentation de l'abandon de ces valeurs, puisque toute solution autre que celle proposée entraînerait la perte de ces valeurs. Il prépare aussi l'argumentation du sacrifice à faire pour préserver ces valeurs. Mais l'argumentation de la continuité des valeurs, malgré les faits historiques qui la nieraient, assure aussi une autre fonction, face à l'auditoire international. Il ne faut pas oublier que les discours sur l'indépendance du Québec ont un impact sur la question de la reconnaissance du droit à l'autodétermination d'une nation ou d'un peuple. Dans son étude sur *L'accession à la souveraineté et le cas du Québec*, Jacques Brossard énumère les conditions requises pour avoir le droit à l'autodétermination et il applique ces conditions au cas du Québec. À la sous-section titrée « le dossier du Québec », il présente, parmi les autres considérations de ce dossier, l'élément suivant :

Parmi les arguments que le Québec pourrait invoquer pour justifier au besoin sa volonté d'accéder à l'indépendance, nous avons retenu jusqu'ici un certain nombre de griefs plus ou moins reliés à l'aspect juridique du problème. Le dossier québécois pourrait cependant comporter, outre un volumineux « cahier de doléances », un nombre abondant de motivations plus positives de nature strictement culturelle, économique et politique⁹.

La rhétorique des discours sur l'indépendance devra donc s'adapter, pour ceux qui revendiquent le droit à l'autodétermi-

9. Jacques Brossard, *L'accession à la souveraineté et le cas du Québec*, Montréal, P.U.M., 1976, p. 226.

nation, à cet auditoire international qui a le pouvoir de reconnaître ou non ce droit.

Ainsi, l'argumentation historique dans le Livre blanc, par le biais de l'irréversibilité, du passage de la norme au normal et du normal à la norme, de la continuité des faits négatifs et des valeurs conservées, pose les causes du problème canadien que l'entente Québec-Canada résoudra. Le problème est formulé en quelques mots ; il consiste dans la continuité historique de l'opposition entre, d'une part, deux besoins irréconciliables, soit l'autonomie pour le Québec et la cohésion pour le Canada anglais, et, d'autre part, entre deux volontés irréconciliables de satisfaire à ces besoins.

Le premier chapitre du Document de travail du Parti libéral du Québec s'intitule « Le fédéralisme canadien à un carrefour décisif ». C'est au début de ce chapitre qu'apparaît la justification du recours à l'histoire.

L'idée séparatiste a connu depuis deux décennies une diffusion relativement large, mais elle est encore très loin de refléter un sentiment majoritaire au Québec. Si néanmoins, cette idée a pu faire une pénétration aussi marquée en aussi peu de temps, ce ne peut avoir été le fruit du seul hasard. C'est au contraire l'aboutissement d'une évolution historique que nous devons chercher à comprendre loyalement. Pourquoi le Québec et le Canada s'interrogent-ils aujourd'hui sur leur avenir ? Cela vient de deux sources principales, soit l'évolution du Canada depuis 1867, et l'évolution du Québec depuis le deuxième conflit mondial (D.T. p. 11-12).

Dans le Document, l'histoire n'enseigne pas, elle renseigne. Son étude permet de comprendre notre situation historique actuelle, l'interrogation du Québec et du Canada sur leur avenir. L'analyse des faits historiques devrait ainsi montrer quels sont les problèmes actuels au Canada et quelles sont leurs causes. L'histoire nous renseigne sur l'*évolution*, celle du Canada et celle du Québec. Cette évolution, la transformation des personnes et des institutions, se vérifie par les changements et les effets de ces changements.

En ce qui touche le Québec, des causes non moins importantes ont produit depuis un quart de siècle des changements radicaux au niveau des attitudes et des institutions. Ces

changements ont entraîné une accentuation plus forte des valeurs culturelles, sociales, économiques et politiques québécoises et, conséquemment, une volonté très largement répandue d'un nouveau statut politique pour le Québec (D.T. p. 12).

L'histoire est ici conçue, contrairement à la position du Livre blanc, comme une discontinuité plutôt qu'une continuité. On ne reconnaît aucune loi historique, aucune règle permettant de prévoir que tel comportement de groupe se produira nécessairement dans le futur. De ce fait, l'argumentation par le précédent perd sa force. Ces deux points de vue sur l'histoire se neutralisent d'ailleurs, puisqu'une personne ne peut adhérer aux deux en même temps. On ne peut cependant pas les qualifier de contradictoires, car il s'agit d'une ponctuation différente de la séquence des faits historiques. L'histoire implique à la fois des aspects de continuité et de discontinuité ; et ainsi on peut lire les phénomènes historiques en maximisant la continuité et, de ce fait, en minimisant la discontinuité, ou lire l'histoire de façon inverse.

En accentuant la discontinuité historique, l'argumentation du Document de travail élimine la dimension de l'irréversibilité de l'histoire et en affirme le caractère réversible. Alors que la conception de l'irréversibilité de l'histoire conduit le Livre blanc à conclure à l'impossible renouvellement du fédéralisme, celle de la réversibilité de l'histoire conclut au renouvellement possible du fédéralisme. De plus, l'accent sur la discontinuité historique ne fournit à l'histoire aucune règle, aucune norme permettant de distinguer le normal de l'anormal de sorte que l'évaluation des phénomènes historiques se fera à partir d'une norme qui ne s'inscrit pas dans l'histoire.

La discontinuité historique explique aussi la discontinuité des valeurs et des réclamations du Québec. Par contre, elle n'entraîne pas la négation ou l'abandon des valeurs. C'est pourquoi dans le Document de travail on précise :

Nous assumons également avec fierté la nouvelle conscience québécoise qui s'affirme avec une force croissante dans tous les domaines depuis la Révolution tranquille » (D.T. p. 33).

Ainsi, la fonction émotive de l'argumentation historique des valeurs conserve sa force sur l'auditoire malgré la discontinuité.

C'est pourquoi dans le chapitre 3, consacré au « Choix du referendum », on précise :

Ceux qui voudront faire croire que l'on serait plus tiède ou moins engagé envers le Québec parce que l'on choisit la formule du fédéralisme feront montre d'une intolérance et d'un sectarisme politique inadmissibles. Il ne faudra pas hésiter à les récuser vigoureusement. Il n'est rien de plus laid et de plus odieux en démocratie que l'exclusivisme de ceux qui prétendent s'attribuer le monopole du patriotisme ou de la vertu démocratique (D.T. p. 73).

L'argument historique qui privilégie la discontinuité a pour effet de reconnaître une nouvelle situation au Québec qui exige des transformations constitutionnelles, mais il ne saurait soutenir que le Québec remplit toutes les conditions requises par le droit international pour revendiquer son droit à l'autodétermination.

L'analyse de l'histoire par le biais de l'évolution du Canada et du Québec permet de poser le problème canadien en ces termes :

Le problème de l'avenir fédéral canadien est ainsi posé à un double niveau : 1) là où ils trouvent encore une justification dans les faits, les griefs historiques nés de l'expérience du premier siècle de la fédération doivent être réglés à la satisfaction des Québécois et des Canadiens des autres provinces qui demandent aussi des changements dans le système politique canadien. Il faut réaménager les règles du jeu et les institutions de manière à faire tomber les inégalités et les injustices issues des institutions de 1867 et des comportements qui ont présidé à leur fonctionnement et à leur développement ; 2) aux griefs historiques d'hier, est venue s'ajouter depuis la Révolution tranquille une dimension nouvelle — une dimension proprement québécoise — qui soulève un problème plus profond et plus complexe (D.T. p. 28).

Le Livre blanc et le Document de travail optent donc pour des perspectives différentes de l'histoire, le premier pour la continuité, le second pour la discontinuité. Ces perspectives se neutralisent réciproquement et forcent l'auditoire à suivre une logique plutôt que l'autre d'après sa propre conception de l'histoire. Cependant, aucun de ces textes ne discute des principes de l'interprétation de l'histoire, puisqu'il s'agit

d'utiliser les faits historiques pour poser le problème canadien. Le discours présente de façon linéaire la situation du problème comme résultant de l'analyse de l'histoire, mais il s'agit là d'un processus de présentation qui n'est pas nécessairement celui de la découverte du problème.

À quelques reprises le Document de travail qualifie la vision séparatiste de « pessimiste » (D.T. p. 11, p. 57). Bien que ce terme ne soit pas utilisé expressément pour qualifier la perspective historique des souverainistes, on peut facilement imaginer qu'il le soit¹⁰. De même, les discours sur le Livre blanc peuvent s'adresser directement à sa perspective historique et la qualifier de « biaisée ». S'ouvre alors un nouveau lieu d'argumentation, une rhétorique sur la rhétorique. L'allusion au non-patriotisme de la position du Document de travail s'inscrit aussi dans cette démarche. Dans cette rhétorique, ce ne sont pas les faits qui sont en cause, mais la raison d'être de la décision d'opter pour la perspective de la continuité ou celle de la discontinuité historique. Ces argumentations cherchent à renverser l'autre et à faire passer les adhérents d'une perspective à l'autre.

2. La sélection des données

Les fonctions de l'argumentation historique que nous avons dégagées expliquent la grande différence entre le nombre de données historiques analysées dans chaque document. Le premier chapitre du Livre blanc, « Je me souviens », présente les faits historiques à partir du début de la colonie française jusqu'à aujourd'hui. Dans ce survol historique de cent quatre phrases, plus de la moitié (62 phrases) traite des faits historiques avant 1867. La sélection des données correspond ainsi à la perspective de la continuité. Dans le Document de travail, on ne retient que les faits historiques survenus depuis la Confédération et la Révolution tranquille. Les trois sections du premier chapitre du Document de travail, soit « les droits

10. Au moment de rédiger ces lignes, le document *Une nouvelle fédération canadienne* de la Commission constitutionnelle du Parti libéral du Québec, 1980, était encore en gestation. Or, dans ce document « l'imaginaire » devient « réalité », puisqu'on affirme : « La vision péquiste de notre avenir collectif est nouvelle par le caractère radical de la solution politique qu'elle propose. Elle est cependant très familière par sa perception pessimiste de notre histoire passée et de notre situation présente » (p. 10).

linguistiques », « le partage des pouvoirs », « les inégalités économiques et sociales », montrent donc les suites historiques de la Confédération et les causes de l'interrogation actuelle sur le fédéralisme, alors que la quatrième section, « la révolution tranquille : une nouvelle conscience québécoise », situe la nouveauté historique du Québec contemporain. Ici encore, la sélection des données correspond à la perspective historique adoptée, celle de la discontinuité.

La sélection des données correspond donc à la perspective historique adoptée, mais elle correspond aussi à la force argumentative principale du texte. Ainsi que nous l'avons souligné dans l'introduction, l'argument historique est utilisé lors de la présentation des causes du problème canadien de même que lors de l'élaboration du bilan du fédéralisme. Si l'argumentation principale du texte porte sur le bilan du fédéralisme, bilan positif et négatif, l'argumentation historique sur les causes du problème canadien est intégrée au bilan. En associant ces causes au bilan du fédéralisme en un seul tout indissociable, on peut justifier la sélection des données historiques à partir de 1867. Cette association est centrale dans l'argumentation du Document de travail. Ainsi on retrouve au chapitre 2, « Ce qu'est le Canada », les affirmations suivantes :

Nous reconnaissons sans détour au premier chapitre les fautes historiques qui ont été pour les francophones et les Québécois en particulier la source d'amères frustrations pendant le premier siècle de l'expérience canadienne . . . Mais il importe aussi, avant de tirer quelque conclusion, de tracer un bilan honnête des aspects positifs du bilan fédéral canadien (D.T. p. 33).

Ainsi, l'association entre les deux chapitres s'effectue par la notion du bilan du fédéralisme, bilan négatif et bilan positif, et l'argumentation historique servant à présenter les causes du problème canadien est englobée par le bilan négatif du fédéralisme. Le Livre blanc, par contre, préfère dissocier le bilan du fédéralisme des causes du problème canadien. Le premier chapitre réservé aux causes, le second réservé au bilan (« l'expérience du fédéralisme ») permettent, grâce à l'effet

cumulatif des deux argumentations, de fonder celle du troisième, « l'impasse du fédéralisme ».

La sélection des données et l'organisation de celles-ci par association et dissociation montrent que tout discours est partiel. En effet, on ne peut espérer que le discours puisse rendre compte de toute la réalité. Le Livre blanc et le Document de travail ne recoupent qu'une partie de l'histoire, ils sont partiels comme n'importe quel autre discours. Or, ce caractère partiel est souvent justifié rhétoriquement par le recours à des couples dissociants : essentiel-accessoire, principal — secondaire, important — futile. Nous retrouvons cette argumentation aux endroits les plus critiquables de la sélection des données. Le Document de travail, avant d'aborder son analyse historique, souligne la sélection des « sources principales » (D.T. p. 12). Le Livre blanc, dans le domaine du bilan du fédéralisme, procède de la même manière.

Il importe, plutôt, pour faciliter la réflexion en profondeur à laquelle la population est conviée d'ici le référendum, de faire le partage entre l'*essentiel* et l'*accessoire*, et, pour cela, d'étudier l'expérience du fédéralisme telle que l'a vécue le Québec, et du point de vue des Québécois (L.B. p. 15). (C'est nous qui soulignons.)

Puisque la sélection des données est une contrainte irréductible des discours, elle peut constituer un nouveau lieu d'argumentation et faire surgir une rhétorique sur la rhétorique. Ce phénomène se produit lorsqu'on effectue, par exemple, le rapprochement entre le partiel et le partial. Alors que le jugement « ce discours historique est partiel » est un jugement de fait, qui décrit que le discours en question ne traite que d'une partie des données disponibles, le jugement « ce discours est partial » pose un jugement de valeur sur ce discours. Le rapprochement entre partiel et partial s'effectue soit par le mode de l'implication, « ce qui est partiel est partial », soit par le mode de la causalité, « qui est partial est partiel ». Dans le premier cas, l'argumentation métarhétorique vise à neutraliser le discours par le jugement de valeur négatif, tandis que dans le second cas on vise directement le locuteur, l'auteur du discours. Il y a différentes façons de neutraliser la portée de l'argumentation d'un locuteur. Mais un recours

efficace consiste à discréditer le locuteur aux yeux de l'auditoire. La réputation des orateurs, leur image publique est importante dans le contexte de la communication, puisque l'auditoire sera porté à écouter ou à refuser d'entendre un locuteur qu'il ne respecte pas. Ainsi, en accusant le locuteur d'être partial, on tente de neutraliser la portée de son discours et de ses discours à venir. La preuve de la partialité sera alors puisée dans le texte partiel. Il suffit de voir les récentes accusations de « menteur », portées de part et d'autre à l'Assemblée nationale et retirées verbalement, pour vérifier la réalité de cette fonction métarhétorique.

3. La Confédération

L'argument historique, nous l'avons spécifié antérieurement, cherche à présenter les causes du problème canadien. Ainsi, l'analyse des faits privilégiés porte la marque de la perspective historique adoptée. C'est ce qui explique, dans un premier temps, pourquoi ces discours sur l'indépendance parlent différemment des mêmes faits. Ainsi en est-il de la Confédération, qui sera perçue par le biais de la continuité ou par celui de la discontinuité. Les citations suivantes sont particulièrement explicites sur ce phénomène, car elles illustrent par la présence des expressions « aux » et « au sortir de » les différences entre ces deux perspectives.

Aux conférences constitutionnelles de 1864 et de 1866, les délégués du Québec et ceux des autres provinces poursuivirent des objectifs bien différents (L.B. p. 7).

Au sortir des délibérations prolongées qui conduisirent en 1867 à l'adoption de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique, les Pères de la Confédération étaient convaincus d'avoir créé une nouvelle nation politique en Amérique du Nord (D.T. p. 13).

Ces citations illustrent encore le rôle de l'association et de la dissociation. Alors que le Livre blanc dissocie les délégués du Québec de ceux des autres provinces, le Document de travail les associe en tant que « Pères de la Confédération ».

Du point de vue de la continuité, la Confédération s'interprète à partir de l'opposition constatée dans l'histoire entre deux volontés irréductibles.

Le Haut-Canada, en particulier, voulait un parlement supra-provincial, doté de pouvoirs aussi nombreux et importants que possible, qui présidât aux destinées du nouveau pays ; le Québec, pour sa part, voulait se donner un gouvernement responsable, jouissant d'une large autonomie, qui garantît une fois pour toutes l'existence et le progrès du peuple québécois, — et qui fût son vrai gouvernement (L.B. p. 7-8).

La Confédération devient alors une victoire d'une volonté sur l'autre, comme l'indiquent les citations suivantes :

La première conception finit par l'emporter (L.B. p. 8).

L'avènement du régime fédéral canadien consacre donc, en même temps qu'il la favorise, l'hégémonie d'un Canada devenu anglais (L.B. p. 11).

Du point de vue de la discontinuité, la Confédération est le fait premier à partir duquel apparaissent les causes du problème canadien. C'est pourquoi l'A.A.N.B. est perçue comme une « solution ingénieuse », « une œuvre imposante » qui résulte d'un compromis.

Par le truchement des articles constitutionnels consacrés au partage des pouvoirs entre le parlement fédéral et les législatures provinciales, et aussi de l'article 133 relatif aux droits linguistiques, les Pères de la Confédération croyaient avoir trouvé une solution ingénieuse aux problèmes découlant de l'existence, au sein d'une même société politique, de deux grandes communautés culturelles et linguistiques, les Canadiens de langue anglaise et les Canadiens de langue française (D.T. p. 13).

Les Pères avaient conçu une œuvre imposante mais incomplète. Il en découla des interprétations différentes des droits respectifs de chacun qui entraînèrent par la suite de graves conflits (D.T. p. 13).

Chaque point de vue est appuyé par des références explicites aux auteurs de la Confédération. Pour démontrer le compromis, le Document de travail renvoie à J.A. Macdonald et à Georges-Étienne Cartier, représentants du compromis.

Plusieurs hommes politiques, John A. Macdonald en tête, auraient préféré une union législative. Car les problèmes économiques que devaient résoudre les colonies étaient graves et urgents ; ils requéraient à tout prix la création d'un gouvernement fort. Mais « nous avons pensé, déclarait Geor-

ges-Étienne Cartier à la Conférence de Québec du 10 octobre 1864, qu'une fédération serait la meilleure solution parce que les provinces sont peuplées par des nations différentes et des gens de religions différentes » (D.T. p. 13).

Le Livre blanc, par contre, ne réfère pas à G.-É. Cartier, mais uniquement à J.A. Macdonald pour montrer quelle conception l'a emporté.

Architecte de cette nouvelle constitution, John A. Macdonald n'en faisait point de mystère : « Nous avons concentré la force dans le gouvernement général. Nous avons déferé à la législature générale toutes les grandes questions de législation. Nous lui avons conféré, non seulement en les spécifiant et détaillant, tous les pouvoirs inhérents à la souveraineté et à la nationalité, mais nous avons expressément déclaré que tous les sujets d'un intérêt général, non délégués aux législatures locales, seraient du ressort du gouvernement fédéré . . . » (L.B. p. 9).

Si le Livre blanc ne mentionne pas le nom de G.-É. Cartier, il n'oublie pas pour autant le rôle qu'a joué la volonté des Québécois dans l'avènement de la Confédération. Cependant, cet élément du compromis est dissocié des causes du problème canadien. En effet, cet aspect est présenté lors de l'introduction au bilan du fédéralisme. De plus, en présentant le compromis par le biais de J.A. Macdonald, et non par les revendications de G.-É. Cartier, le Livre blanc considère que ce compromis est une stratégie de la part des non-Québécois plutôt qu'un compromis des Québécois.

C'est la volonté bien arrêtée des Québécois de ne pas revivre un nouveau régime d'Union et d'obtenir la maîtrise de leurs propres institutions, par le moyen d'un gouvernement bien à eux, qui explique surtout le caractère fédéral de la constitution de 1867. John A. Macdonald, qui avait bien perçu ce désir d'autonomie des Québécois, a plusieurs fois déclaré que jamais ces derniers n'auraient accepté un régime unitaire (L.B. 16).

Dans la rhétorique, les références jouent un rôle important puisqu'elles servent de preuve aux affirmations avancées. Le choix de la référence, d'une phrase parmi tant d'autres, d'un auteur parmi tant d'autres dépend de la fonction argumentative qu'on veut attribuer à cette référence.

Puisqu'il a pour but de préciser les causes du problème canadien, l'argument historique devrait en indiquer les facteurs

de responsabilité. En effet, l'analyse de l'histoire devrait permettre de distinguer les responsables de la situation actuelle, phénomènes, groupes ou individus. L'analyse historique permet alors d'évaluer les phénomènes. Certains faits et gestes sont blâmables ou louables. Or, de tels jugements ne peuvent être portés que si nous considérons ces faits à partir d'une norme. Sera blâmé ce qui ne correspond pas à une norme et loué ce qui y correspond.

La norme sert ainsi de critère pour distinguer le normal de ce qui est anormal, le déplorable de ce qu'on peut louer. Pour le Livre blanc, la norme est inscrite dans l'histoire. Ainsi que nous l'avons indiqué ci-dessus au sujet du passage de la norme au normal et du normal à la norme, le Livre blanc, en personnifiant l'histoire, montre les intentions, les mobiles et les actes volontaires des groupes en présence, de sorte que les besoins d'autonomie des deux groupes expliquent et causent l'impasse du fédéralisme, notre situation déplorable. La responsabilité de notre situation est alors imputée aux besoins 'normaux' d'autonomie des deux groupes et non à la malveillance d'un groupe.

Le Document de travail, puisqu'il ne reconnaît pas de norme historique, postule une norme quasi juridique, fondée sur la lettre et l'esprit de la loi, afin d'évaluer l'histoire.

En matière linguistique, les Québécois et en général les francophones avaient compris que l'article 133 énonçait le principe de l'égalité des deux communautés linguistiques au Canada. Loin d'attribuer à cet article une portée étroitement limitée, ils y trouvaient le germe et la garantie d'une égalité appelée à s'implanter dans tous les secteurs de la vie collective, partout au pays. Les gouvernements et les législateurs des autres provinces conclurent plutôt que l'article 133, pris à la lettre, définissait des droits fort restreints, dont l'application devait se limiter au Québec, au Parlement fédéral et aux cours de justice fédérales. Ils s'en tinrent généralement à une interprétation étroitement littérale et légaliste des droits garantis par l'article 133. Par delà les obligations précises définies par l'article 133, les autorités fédérales et celles des provinces autres que le Québec ne se reconnurent pendant longtemps point d'obligations légales et constitutionnelles envers les droits linguistiques de la communauté francophone (D.T. p. 14).

Cette norme permet donc d'interpréter les faits historiques et ainsi de déterminer les facteurs responsables de la situation actuelle.

Ainsi s'expliquent plusieurs décisions historiques déplorables qui entraînèrent des conséquences de deux ordres différents :

À toutes fins utiles, les provinces à majorité anglophone concurent et appliquèrent l'Acte de 1867 comme s'il leur avait accordé le droit incontestable de faire du Canada et des autres provinces un pays et des sociétés anglophones, à l'exception du Québec et des cas prévus à l'article 133 (D.T. p. 14).

En second lieu, le parlement fédéral . . . se savait porté et appuyé par une opinion publique — surtout au Canada anglais — avide de mesures concrètes, mais peu embarrassée de scrupules constitutionnels . . . (D.T. p. 19).

Les normes qui évaluent l'histoire sont différentes dans le Livre blanc et le Document de travail et elles conduisent à des évaluations incompatibles. Alors que le Livre blanc considère, à partir des normes de l'histoire, comme normaux les comportements des groupes anglophones, ceux-ci deviennent anormaux lorsqu'on utilise la grille quasi juridique du Document de travail. La solution, le retour à la normale, ne sera possible pour le Livre blanc que par un mécanisme respectant les besoins normaux, alors que la solution pour le Document de travail ne sera possible qu'en corrigeant les griefs issus de la Confédération. Dans le premier cas, la seule solution est la nouvelle entente Québec-Canada, dans l'autre le fédéralisme renouvelé.

L'argument historique n'est pas uniquement réservé à l'analyse des séquences des faits antérieurs ou postérieurs à la Confédération. Elle porte aussi sur le fait même de la Confédération, sur le document désigné par l'expression *British North America Act* (B.N.A. Act) pour le Livre blanc, et par l'*Acte de l'Amérique du Nord Britannique* (AANB) pour le Document de travail. Déjà, dans les titres utilisés, la ponctuation d'un même fait est transparente. Le premier insistant sur le fait que le document est une loi britannique, l'autre sur la traduction de cette loi.

La ponctuation différente accordée à un fait indique uniquement qu'on privilégie un aspect à un autre alors que les

deux aspects existent simultanément. Un est mis en évidence, en présence, l'autre est relégué au second plan. La rhétorique sur les articles de la Constitution présentée par les deux documents élabore une ponctuation différente du partage des pouvoirs et des droits.

Au sujet de la Constitution, le Livre blanc affirme :

Certes, les Québécois obtiennent un gouvernement responsable et autonome, mais d'une autonomie limitée à des juridictions alors perçues comme étant d'un intérêt plutôt local (L.B. p. 8).

Le fait historique de la Constitution est conçu ici à partir des critères de l'époque, car on souligne « alors perçues comme . . . ». Ceci sera confirmé dans le paragraphe subséquent grâce à la citation de J.A. Macdonald, que nous avons analysée antérieurement (p. 121). La présence dans l'argumentation est accordée, ici, à l'autonomie limitée. Le Document de travail ponctue le même fait d'une manière différente :

Grâce à l'article 92 de l'AANB, le Québec allait demeurer maître de son destin dans un grand nombre de secteurs vitaux directement reliés à sa culture originale. Écoles, institutions municipales, hôpitaux et œuvres de charité, propriété et droits civils, réglementation du commerce local et provincial, administration de la justice et dans une bonne mesure, agriculture et peuplement : autant de matières dont serait directement responsable à Québec un gouvernement contrôlé par les électeurs de cette province (D.T. p. 13).

En effet, la présence est accordée à l'autonomie, mais ceci à partir d'une perception de l'évolution historique postérieure à la Confédération. C'est pourquoi la phrase commence par « Grâce à » et précise « le Québec allait demeurer ». La différence de ponctuation d'un fait peut entraîner la maximisation du discours sur les points que l'autre ponctuation relègue au second plan. C'est pourquoi le Document de travail énumère les « secteurs vitaux », contrairement au Livre blanc.

Dans la dernière citation du Document de travail, on voit que la ponctuation concernant l'agriculture et l'immigration est précisée par l'expression « dans une bonne mesure » et que ces pouvoirs sont associés à l'autonomie. Par contre, le Livre blanc affirme : « L'agriculture et l'immigration sont des

juridictions partagées » (L.B. p. 8). Sortie de son contexte, cette phrase ne ponctue pas le partage des pouvoirs ; cependant, elle apparaît après celle précisant l'autonomie limitée des Québécois. La ponctuation précédente guide ainsi les phrases subséquentes.

Quant aux pouvoirs du Parlement fédéral, la comparaison des documents montre que si l'énumération des pouvoirs est en partie la même, la ponctuation diffère. En effet, « la nouvelle puissance politique et économique » (D.T.), c'est « l'État » (L.B.), et « son émergence et sa force seraient assurées par les pouvoirs importants » (D.T.). « Du Parlement fédéral relèvent exclusivement toutes les autres juridictions jugées essentielles » (L.B.).

Quant à la nouvelle puissance politique et économique que voulaient créer les Pères, son émergence et sa force seraient assurées par les pouvoirs importants dévolus au parlement fédéral sous l'empire des articles 91, 95, 96 et autres de l'AANB : commerce interprovincial et international, service postal, recensement et statistiques, banques et monnaies, lettres de change, intérêts de l'argent, poids et mesures, brevets d'invention, faillites et insolvabilité, droit criminel, politiques étrangères et politiques de défense, immigration : autant de matières qui tombaient en vertu de la nouvelle constitution sous l'autorité du parlement fédéral (D.T. p. 13).

Du Parlement fédéral relèvent exclusivement toutes les autres juridictions jugées essentielles au développement d'un État : transport, droit criminel, monnaie, banques, pêcheries, droits d'accise, tarifs douaniers, commerce interprovincial et international ; le gouvernement fédéral peut taxer et dépenser à son gré, légiférer sur toutes questions qu'il déclare d'intérêt national, désavouer toute loi provinciale qui paraît porter atteinte à sa compétence, et exercer toute juridiction non prévue dans la constitution (L.B. p. 8-9).

Alors que le Livre blanc mentionne dans ce paragraphe les pouvoirs généraux du Parlement fédéral, la question n'est pas touchée par la citation du Document de travail. De même, le paragraphe du Document de travail, que nous avons analysé dans cette section, mentionne un article de la Constitution que le Livre blanc ne mentionne pas, l'article 133. « Grâce à l'article 133, les droits linguistiques minoritaires seraient respectés tant au Québec que dans le parlement et les cours de

justice fédérales » (D.T. p. 13). Or, il ne s'agit pas d'oubliés réciproques. Les deux documents traitent de ces aspects dans d'autres chapitres ou sections. Ainsi apparaît cette dimension de la rhétorique d'associer en une unité certains faits ou de les dissocier pour les grouper autrement. L'association ou la dissociation peut faire l'objet de la métarhétorique, car elle a pour effet de neutraliser la force argumentative de la rhétorique adverse. Ainsi, le Livre blanc propose, en son premier chapitre, une étude de l'histoire, ce qui le justifie de considérer les motifs à l'origine de la Constitution de 1867 et d'étudier le partage de tous les pouvoirs, y compris les pouvoirs généraux ainsi que le rôle du Conseil privé de Londres. Par contre, le Document de travail propose d'associer les phénomènes historiques au bilan négatif de la Confédération, d'où le choix de la date historique de 1867 et l'organisation des faits autour de trois sections manifestant les griefs issus de la Confédération : les droits linguistiques, le partage des pouvoirs et les inégalités sociales et économiques. En distinguant ainsi la question des droits linguistiques et le partage des pouvoirs, et en commençant par les droits linguistiques pour présenter la Constitution, le Document de travail justifie la séparation entre les pouvoirs qui concernent la langue de ceux qui concernent la culture, des autres pouvoirs prévus dans les articles 91, 95, 96 et des pouvoirs généraux. Le même phénomène d'association-dissociation se réalise concernant la situation des francophones. Dans le Document de travail, les faits relatifs au sort des francophones sont étudiés selon la division tripartite indiquée plus haut, et on y ajoute comme dernière section : « La révolution tranquille : la nouvelle conscience québécoise ». Le Livre blanc préfère associer tous ces faits pour assurer une force argumentative à la catégorie générale, regroupant ces faits sous le titre « les francophones minoritaires » (L.B. p. 11). La disjonction permet donc de neutraliser l'impact de la conjonction, ou la conjonction essaie de neutraliser l'effet de la disjonction.

4. La Révolution tranquille

La Révolution tranquille est un autre fait historique que les documents ponctuent différemment. La question qui se

pose peut être formulée ainsi : « Comment désigner les habitants du territoire du Québec et comment expliquer cette désignation ? » Si une étude particulière de la terminologie et de la rhétorique utilisée pour désigner les habitants du territoire du Québec et du Canada s'avère intéressante, cela déborde le cadre de l'argumentation historique établie pour cet article. Les mots « Québécois » et « Québécoises » sont utilisés dans les deux textes sans qu'on définisse les critères permettant de savoir qui est Québécois. La question de la désignation peut se poser autrement : « Que forme l'ensemble des Québécois ? » Selon le Livre blanc,

La démarche autonomiste québécoise, en effet, n'est point une simple dispute administrative entre Québec et Ottawa ; elle n'est pas, non plus, l'expression de préoccupations purement régionalistes, à quoi plusieurs voudraient la réduire ; elle est la manifestation de la conscience lucide des Québécois et des Québécoises de former une communauté et un peuple distincts (L.B. p. 46).

Selon le Document de travail, « C'est la reconnaissance, dans les institutions politiques de l'avenir, de son statut de société originale, distincte et majeure, de communauté nationale différente » (D.T. p. 28).

Si on veut comprendre le pourquoi de cette différence de désignation, il faut revenir à l'argument historique. L'argument de continuité s'oppose à celui de la discontinuité historique. Les Québécois ont toujours formé une communauté et un peuple distincts selon le Livre blanc. Ainsi, concernant l'implantation en terre américaine, le Livre blanc précise :

En 1760, le long du Saint-Laurent, notre communauté formait déjà une société. Nord-américaine par la géographie, française par la culture, la langue et la politique, elle avait une âme, des habitudes de vie, des traditions, des institutions et des comportements qui lui étaient propres (L.B. p. 3).

Toujours dans le sens de la continuité, le Livre blanc indique à la fin de son étude historique :

Bien que, par certaines lois fédérales, on ait tenté sur le tard de susciter le bilinguisme dans les institutions centrales, ces exemples montrent que les francophones ne furent jamais

considérés, au Canada, comme formant une société, avec une histoire, une culture, et des aspirations propres (L.B. p. 12).

La Révolution tranquille apporte du nouveau, mais il s'agit toujours d'une continuité pour le peuple québécois.

Pourtant, à l'occasion de la Seconde Guerre mondiale, — et à cause d'elle, — le Québec est entré de plain-pied dans l'ère industrielle, laquelle provoqua, au sein de la population en général, un brassage idéologique sans précédent : les vieilles conceptions, sociologiques, intellectuelles, morales, politiques, furent remises en question ; découvrant peu à peu ses besoins et ses ressources, et aspirant à se moderniser, le Québec prit un nouvel élan, — que le régime fédéral centralisateur de 1867 cherche systématiquement à contenir (L.B. p. 12).

À cette thèse de la continuité, le Document de travail oppose celle de la discontinuité, d'où le titre « La révolution tranquille : une nouvelle conscience québécoise ». Comparativement au Livre blanc qui mentionne la Révolution tranquille en une seule phrase (citée ci-haut), le Document de travail développe le sujet en quatre pages et demie. L'enjeu est de démontrer comment la Révolution tranquille est un phénomène historique nouveau qui non seulement modifie les perceptions, mais, rend aussi caduques les dispositions de la Constitution face aux nouvelles réalités sociales. Au niveau des perceptions, le Document de travail précise :

Avant 1960, les Québécois s'étaient perçus comme des Canadiens. Certains les décrivaient comme des Canadiens d'expression française ; d'autres les décrivaient carrément comme des Canadiens français ; très généralement, on les présentait toutefois comme des Canadiens. Depuis 1960, très nombreux sont les Québécois qui tendent à se définir simplement comme des Québécois, c'est-à-dire comme membres d'une communauté nationale ayant son siège et son centre naturel d'intérêt au Québec, et nulle part ailleurs (D.T. p. 26).

Au plan politique toutefois, le Document pose le problème en ces termes :

2) aux griefs historiques d'hier, est venue s'ajouter depuis la Révolution tranquille une dimension nouvelle — dimension proprement québécoise — qui soulève un problème plus profond et plus complexe. Ce n'est plus seulement le redresse-

ment de certains torts historiques ou le maintien de ses prérogatives traditionnelles que le Québec exige. C'est la reconnaissance, dans les institutions politiques de l'avenir, de son statut de société originale, distincte et majeure, de communauté nationale différente. C'est aussi la reconnaissance de la vocation propre de l'État qui est appelé à incarner cette société et à être le premier responsable du développement de ses ressources physiques et humaines (D.T. p. 28).

Cet exposé de l'argumentation historique dans le Livre blanc et le Document de travail avait pour but de rendre explicite le jeu de langage, le jeu de la rhétorique de ces discours par le biais des fonctions de neutralisation, de renversement, de ponctuation des faits et de la correspondance du discours à l'auditoire. Cependant, cette étude manifeste aussi un double souci d'interventions. D'abord au niveau des discussions actuelles sur l'avenir du Canada, car quelle que soit l'issue du vote au référendum, nous arriverons à une phase de négociation, négociation d'une nouvelle entente ou d'une nouvelle Constitution. Or, si on se fie aux discours politiques analysés, on se rend compte que la solution est plus importante que l'analyse du problème canadien. En effet, la formulation du problème canadien tient en peu de mots dans ces documents politiques. Mais alors, comment entrevoir une négociation sur la solution d'un problème alors que l'entente n'existe pas sur sa formulation ? À moins d'une démarche contraire à celle de la rhétorique de la solution, donc à moins d'une rhétorique sur le problème canadien, les tentatives de solutions déboucheront toujours sur des référendums négatifs, qu'ils soient québécois ou canadiens. En effet, la rhétorique de la solution se satisfait jusqu'à maintenant d'un minimum de cohérence entre la solution et la définition du problème canadien. Plus le problème est simplifié, plus la solution apparaît comme la seule voie possible pour y répondre. De plus, la rhétorique de la solution s'articule aussi selon l'évaluation pratique des conséquences de la solution. Ainsi, conséquences prévisibles ou dites prévisibles peuvent amener le rejet d'une solution.

L'exposé de la rhétorique de ces discours sur l'indépendance du Québec permet aussi d'intervenir auprès de l'auditoire. Dans la mesure où l'auditoire se rend compte du jeu du langage, il pourra non seulement reconnaître de quelle façon il fait partie du jeu, mais il pourra aussi dépasser le jeu pour saisir les motivations de son geste politique.

Département de Philosophie
Université de Sherbrooke